



LA MOBILISATION CONTINUE

POUR LE RETRAIT DE LA LOI-TRAVAIL

MANIFESTATIONS ET GRÈVES

MARDI 17 ET JEUDI 19 MAI

Consultez notre site internet : www.cgt-ford.com

Mardi 17 mai 2016

Malgré tous les efforts du gouvernement la mobilisation contre sa loi-travail continue et pourrait même se renforcer. La semaine prochaine, en plus des deux journées de manifestations (17 et 19 mai), les cheminots, les routiers, les dockers, les marins se lancent dans des grèves qui pourraient durer quelques jours. L'enjeu reste de faire reculer le pouvoir, de lui faire retirer cette loi antisociale et pro-patronale. Tout cela reste possible !

POUVOIR ANTI-DÉMOCRATIE : ENTRE RÉPRESSION ET 49.3

Ce gouvernement qui se dit encore de gauche n'hésite pas à utiliser les manœuvres les plus droitières et les plus antidémocratiques, en clair la manière forte pour imposer sa politique.

Une répression qui se systématise : la violence policière

D'abord, il faut dire quelques mots sur les violences policières et la propagande bien relayée par les gros médias qui montrent du doigt les manifestants-casseurs sans jamais parler des agressions policières.

Rien ne justifie que les manifestants soient accueillis par les matraques, les gaz lacrymogènes, par les tirs de flash-ball. Rien ne justifie non plus cette présence policière sur-nombreuse, suréquipée et surarmée. Il n'y a pas que les gestes, il y a aussi parfois une violence verbale des forces de l'ordre, des menaces, des insultes. Et puis on peut parler des policiers en civil qui sont là pour provoquer, pour pister et préparer des coups tordus comme « casser » par exemple.

Ceux qui ne manifestent pas ne voient que les images des chaînes d'informations. Ils ne voient pas ces agissements scandaleux des forces de l'ordre. Heureusement certains journalistes racontent et dénoncent ces choses-là, heureusement qu'il y a les réseaux sociaux qui permettent la circulation des vidéos montrant ces aspects des manifestations.

La démocratie c'est cause toujours...

Ce gouvernement ne se contente pas de réprimer, il utilise tous les artifices de la « démocratie » parlementaire pour imposer sa loi. Le gouvernement est minoritaire voire même complètement discrédité dans l'opinion publique.

Il y a les manifestations depuis plus de 2 mois, il y a eu la pétition contre la loi avec plus d'un million de signatures, il y a aussi les sondages qui ont donné plus de 70 % de gens contre la loi-travail. Enfin, le gouvernement n'a même plus le soutien de tous ses députés PS. Incapable de voter la loi, le gouvernement se retranche derrière l'article 49.3 qui permet de valider une loi sans la faire voter, en l'imposant tout simplement au mépris de la discussion, au mépris évidemment de la mobilisation et de l'opinion publique.

C'EST LOIN D'ÊTRE FINI, LA LOI DOIT ÊTRE ABROGÉE

Le gouvernement a donc imposé sa loi sans vote. Mais la mobilisation continue. L'objectif est même de la renforcer, de la durcir. Et il y en a la possibilité tant la colère est là, tant la détermination chez les jeunes comme chez les moins jeunes est là.

Malgré la répression et les intimidations, malgré le coup de force au parlement, les appels à la lutte se multiplient. Les lycéens, les étudiants, les intermittents et précaires, les « Nuit Debout », les syndicalistes, les retraités comptent bien élargir la contestation. Ça tombe bien parce que des secteurs comme les cheminots, les routiers, les dockers, les marins se lancent dans des journées de grève dès lundi prochain.

Ce qui va être déterminant c'est la durée du mouvement, c'est sa détermination et sa capacité à se généraliser. Les manifestations même nombreuses ne peuvent pas suffire. On l'a vu avec le mouvement contre la réforme des retraites en 2010. Il faut des grèves reconductibles, il faut aller vers une grève générale, il faut des actions de blocage de l'économie. Notre force à nous travailleur est bien là.

Il s'agit de changer le rapport de force, de faire en sorte que le gouvernement et le patronat ait peur de perdre bien plus que cette loi.

En 2006, avec le CPE (Contrat Première Embauche) le gouvernement d'alors avait lui aussi imposé sa loi en utilisant le 49.3. La mobilisation avait continué et la loi avait été retirée. Cette victoire montre que c'est possible, qu'il y a de quoi espérer, de quoi continuer. Seulement c'est une bataille qu'il faut mener.

AU-DELÀ DE LA LOI : STOPPER LES RECULS SOCIAUX

Le contexte social longtemps dominé par la résignation et le sentiment d'impuissance est en train de changer. On se dit qu'on n'est pas obligé de subir l'austérité et les attaques patronales, on se dit qu'en agissant on peut changer les choses.

Nous sommes convaincus que la mobilisation est complètement légitime. Il y en a ras le bol des reculs sociaux, des emplois supprimés au nom de la compétitivité, des patrons qui font de plus en plus comme ils veulent, qui licencient, qui imposent des conditions de travail dégradées, qui s'en mettent plein les poches pendant que nous devons nous contenter de bas salaires. Ras le bol aussi de ce gouvernement qui fait l'inverse de ce qu'il avait promis, qui mène exactement la même politique, qui l'aggrave même.

Alors cette mobilisation fait du bien car pour la première fois, des centaines de milliers de gens, des millions parfois se retrouvent dans la rue pour dire non, pour dire que nous voulons une autre société, qu'il faut partager les richesses, faire vivre une vraie démocratie pour la population, une économie au service des gens et non pas d'une poignée d'ultra-riches.

Les choses doivent changer et le phénomène des « Nuit Debout » est là pour l'exprimer. Nous devons prendre nos affaires en mains, ne pas se laisser faire, faire converger nos luttes pour notre avenir, pour nos vies.

Le jeudi 19 mai, nous ne pourrons pas participer à la manifestation parce que nous avons notre action ici à l'usine lors de la venue des dirigeants Européens. Nous serons donc seulement à la manifestation de mardi 17 mai. **Tous ensemble, mobilisons-nous !**

***La CGT-Ford appelle à la grève et à débrayer ce mardi 17 mai
pour participer à la manifestation qui aura lieu
à 12h30, place de la République, à Bordeaux
Retrouvons-nous derrière la banderole des « Ford »***